

« NOUS PARIONS SUR UNE COOPÉRATION ÉMANCIPATRICE QUI RENFORCE LA SOCIÉTÉ CIVILE BRÉSILIENNE »

La coopération Nord-Sud-Nord : un aller-retour continu

Sergio Ferrari*

La coopération Nord-Sud-Nord « est une route à deux voies et non à sens unique. Tous les acteurs doivent en tirer un avantage. Une main qui donne, l'autre qui reçoit, comme dans le passé, c'est terminé. » Ce n'est là qu'une des remises en cause formulées dans l'entretien accordé par Djalma Costa, l'actuel co-responsable de la Coordination E-CHANGER au Brésil, fonction qu'il partage depuis un an avec une jeune spécialiste des questions de genre et de développement, Celia Alldridge.



D. Costa fait un bilan positif des 15 ans durant lesquels il a dirigé presque sans interruption la construction du Programme Brésil. Cette période se solde en effet par des progrès importants et quantifiables et naturellement aussi par quelques échecs partiels. Mais il reste encore des défis à relever. « Nous devons améliorer la qualité de notre coopération solidaire et assurer que son impact soit davantage visible. »

Ce théologien spécialiste en éducation populaire conseille et accompagne de nombreuses organisations sociales brésiliennes qui œuvrent en faveur des droits des jeunes et des adolescents.

Question: La coordination Brésil est l'une des plus anciennes d'UNITE. Elle a vu le jour à la suite de la co-évaluation sur le volontariat effectuée en Amérique latine au début des années nonante. Qu'est-ce qui a motivé sa création ?

Réponse: C'est entre 1996 et 1998 qu'est né, dans le cadre de la Plate-forme UNITE, le Programme d'échange de personnes pour la Coopération Nord-Sud. Notre objectif, à cette étape, était d'enraciner plus solidement l'apport professionnel des volontaires et la solidarité vécue par le biais du travail. Ce Programme visait précisément la construction des coordinations nationales. C'est dans ce contexte qu'a vu le jour ce qui s'appelait alors la COAR (Coordination et Articulation Brésil). Cette dernière a été pensée non seulement comme un support, qui permettrait d'accompagner des coopérateurs suisses qui travaillent dans notre pays, mais aussi et surtout comme une instance d'articulation et de dialogue entre les interlocuteurs locaux, les partenaires et les coopérateurs. L'idée était de rapprocher les organisations du Nord et celles du Sud, et la COAR s'est vue confier la grande responsabilité d'implanter et de mettre en marche un programme de coopération internationale dont le principal instrument, le premier acteur, est l'être humain. En un mot, une coopération à visage humain, à dimension personnelle, qui forge une relation solide entre les sociétés civiles du Nord et du Sud.

P : Quelle est votre conception du programme mis en œuvre au Brésil ?

R : Nous sommes partis des principes de base de l'éducation populaire, fortement enracinée dans des actions communautaires sur le continent latino-américain. Notamment de l'idée que ni le développement ni la coopération ne peuvent être mis en œuvre du haut vers le bas ou de l'extérieur vers l'intérieur. Nous prenons comme point de départ l'expérience organisationnelle

existante dans la société civile brésilienne. Mais nous ne nous contentons pas d'analyser le contexte actuel du pays pour mieux le comprendre : les organisations partenaires participent réellement, en tant qu'interlocuteurs représentatifs, à la conception et à la gestion du Programme Brésil. Je crois que cette démarche est assez novatrice dans le contexte plus large de la coopération internationale. À nos yeux, le dialogue doit être permanent car il s'agit de donner la parole à des acteurs sociaux qui existaient avant nous et avaient acquis une grande capacité d'action, d'articulation et de proposition. Ainsi, le Programme Brésil ne perd pas son « caractère suisse » puisqu'il continue à mettre en œuvre une coopération solidaire conçue et née en Suisse. Mais il ne le fait pas avec une vision extérieure de la réalité brésilienne car ses actions sont adaptées aux défis réels de la société civile nationale.

Nous comptons, parmi nos principaux interlocuteurs, le Mouvement Sans Terre (MST), la Centrale des Mouvements Populaires (CMP,) et la Marche Mondiale des Femmes. La composition de nos interlocuteurs manifeste notre souci d'assurer un équilibre entre le monde rural et le monde urbain tout en tenant compte des spécificités de genre. Les partenaires du Programme Brésil entretiennent avec nous, et aussi entre eux, une relation de coopération horizontale. Leurs propositions et leurs contributions consolident l'évolution du Programme. Les rencontres annuelles avec les organisations partenaires et les coopér-acteurs et coopér-actrices, que nous organisons depuis près de dix ans, illustrent bien notre pratique, pour ne citer que cet exemple.

Je dirai en un mot que le principal atout du Programme Brésil, actuellement de E-CHANGER, a été de comprendre que la solidarité est une route à deux voies et non à sens unique, et que la transformation d'une société est un travail collectif : le Sud sans le Nord est faible, mais le Nord sans le Sud l'est tout autant. Nous nous soucions naturellement des contenus et des résultats. Ce sont des aspects très importants pour la coopération en général. Mais pour nous, ils sont les effets d'une conception plus large, celle de la solidarité humaine, de la solidarité entre les être humains.

UN PROGRAMME NATIONAL CONÇU AVEC LES PARTENAIRES

P : Mais n'y a-t-il pas danger que les priorités des partenaires s'imposent face aux priorités institutionnelles définies par l'ONG suisse ?

R : Il y a toujours des risques, surtout quand un Programme de ce type est mené sous le regard très critique d'une coopération plus traditionnelle, pour ne pas dire en retard. Mais notre démarche comporte un effort pédagogique visant à redonner le premier rôle aux acteurs de fait et de droit et à la société civile. Nous ne sommes toutefois pas irresponsables. Nous prenons les précautions nécessaires conjointement avec les organisations partenaires, les coopér-acteurs et coopér-actrices et nous mettons en place des dispositifs assurant et préservant la qualité de l'impact de nos actions et des effets souhaités par la coopération suisse et par les bénéficiaires eux-mêmes. Toutes les priorités sont définies conjointement, selon une logique de renforcement des organisations partenaires.

P : Effets, impact, que veulent dire ces mots dans la perspective du Programme Brésil ? Quels sont les aspects importants d'un point de vue conceptuel ?

R : Le premier effet, l'effet global, est d'aider à la construction d'une société civile consolidée, forte, capable d'exiger les droits qui lui correspondent, et solide, pour empêcher que les ressources publiques et naturelles soient gaspillées et détruites du fait de la logique du système dominant. En outre, il s'agit de collaborer aux efforts d'autonomisation de la population dans une perspective de gouvernance. C'est-à-dire d'assurer que la nouvelle présidente du Brésil, Dilma Rousseff, tiendra ses engagements envers la grande majorité des Brésiliens, spécialement les plus appauvris, et que les investissements publics se poursuivront, de la même manière qu'ils sont mis en œuvre actuellement, dans l'optique des politiques publiques de l'État. Cette vision « macro » se traduit par la cohérence des relations spécifiques que nous entretenons avec nos partenaires. Nous privilégions les mouvements sociaux brésiliens, et nous travaillons selon deux axes thématiques : participation citoyenne et souveraineté alimentaire. Les résultats attendus sont définis avec les partenaires et ceux-ci déterminent les activités qui seront confiées aux coopérants.

En juillet dernier, s'est achevée une expérience très réussie avec l'Union des Mouvements pour le Logement (UNIÃO, sigle en portugais), qui est l'un des membres actifs de la Centrale des Mouvements Populaires. Un couple de volontaires a travaillé au renforcement des capacités de communication de l'UNIÃO et à la consolidation de la qualité de son conseil technique aux organisations locales dans des quartiers et des zones marginales (favelas) de São Paulo.



Dans nos actions, nous évaluons en permanence de façon tripartite, le partenaire, les coopér-acteurs et nous-mêmes en tant que Coordination, les résultats qualitatifs et quantitatifs du travail effectué. Dans le cas particulier de l'UNIÃO, nous avons constaté des effets institutionnels positifs ainsi que la consolidation qui en découle dans son rôle d'interlocuteur face à l'État brésilien dans la lutte en faveur de logements dignes. L'expérience de cette organisation, qui a abouti à son renforcement à São Paulo, est aujourd'hui reproduite dans d'autres états du pays où l'organisation est moins solide. Nous avons lancé à fin 2010 une nouvelle expérience avec d'autres volontaires et l'UNIÃO dans l'état du Maranhão, au nord du pays.

L'impact des échanges Sud-Sud, que rend possibles notre Programme institutionnel, est également essentiel. Les échanges sont des outils très importants qui renforcent le caractère horizontal de notre coopération. Je citerai l'exemple de l'échange entre les femmes sans terre de Bolivie et le secteur équivalent du MST au Brésil, ou encore l'échange entre organisations agro-écologiques partenaires du Programme Brésil de E-CHANGER. L'une des caractéristiques de ces initiatives est qu'elles sont reproduites ailleurs et l'effet de nos actions s'en trouve multiplié ; en outre, et cela est capital, elles s'appuient sur le potentiel qui existe dans le Sud. À notre avis, les échanges entre organisations du Sud vont s'étendre à l'avenir, ce qui constituera une preuve de plus des effets réels de la coopération fondée sur l'échange de personnes. En synthèse, pour ce qui est de l'impact, il faut voir la coopération solidaire comme un réseau tissé par de nombreuses mains, fait de multiples fils, par lequel circulent les apports des uns et des autres et qui permet l'échange, tout en exigeant la consolidation des synergies pour que l'effet des actions soit de plus en plus important et stratégique.

P : Pour vous, en tant que co-responsable du programme d'échange de personnes au Brésil, quels ont été les aspects les plus intéressants, les défis les plus importants au cours des dernières années ?

R : Faire sans cesse de nouveaux apprentissages, ce qui est un grand privilège. Lire la réalité globale à partir de mon champ d'action concret. Pouvoir regarder le monde comme une grande maison où tous ont droit à une vie digne, à un respect réel. Mais aussi respecter d'autres cultures, différentes de la mienne. Apprendre à vivre ensemble, à apprécier et à respecter la diversité et comprendre que toutes les manifestations de cette diversité confluent et se fondent en un tout qui est unique et universel. Que ce tout soit le Brésil, la Suisse, le Burkina Faso, la Bolivie, la Colombie ou le Nicaragua.

La chose qui m'émeut à chaque fois, c'est l'évolution des nouveaux coopérants qui arrivent de Suisse. Je les vois adopter peu à peu cette terre, commencer à dialoguer avec la communauté qui les accueille, puis ils finissent par s'y fondre et faire leurs coutumes et les codes locaux. D'un point de vue personnel, mes responsabilités m'ont conduit à voir un autre Brésil, la diversité de ses régions et de ses particularités locales, mais à la lumière de notre Programme de coopération, de le voir comme un tout. Je me sens considérablement plus riche.

Par ailleurs, je trouve que les séminaires organisés par UNITE afin de permettre l'échange d'expériences entre les coordinations des programmes par pays sont un espace intéressant pour multiplier nos apprentissages. D'un côté, nous nous approprions les méthodologies et les procédures proposées par UNITE. De l'autre, nous faisons entendre les voix du Sud et nous

faisons l'apport de nos expériences innovantes, dont les ONG d'UNITE s'approprient. Nous travaillons activement, dans diverses régions, à la consolidation de cette complémentarité avec d'autres ONG helvétiques, y compris certaines qui ne font pas partie d'UNITE, comme Action de Carême et HEKS.

P : Qu'est-ce qui a été le plus difficile ?

R : Le plus dur a peut-être été d'accompagner les organisations partenaires à des périodes où elles étaient attaquées, soit par l'État soit par des groupes paramilitaires. Ces terribles offensives cherchent très souvent à faire apparaître les mouvements sociaux comme des organisations criminelles et ont pour but de les faire reculer dans leur organisation, leurs priorités, leurs luttes, leurs rêves. Le Brésil est la preuve la plus frappante que les inégalités et la misère sont le résultat de l'action humaine. Nous possédons d'innombrables richesses naturelles mais pour d'importantes couches de la population la survie exige une énorme lutte. Tout d'abord, on les ignore, tout simplement. Quand leur force grandit, les tentatives de manipulation populiste commencent. Si on ne parvient pas à les neutraliser, on recourt à la force brutale, à la violence et aux accusations d'actions criminelles.

Les mouvements ruraux qui se battent pour une réforme agraire sont directement exposés à la réaction des élites archaïques. Je me souviens, par exemple, d'une manoeuvre pour assimiler le Mouvement des Femmes Paysannes, où travaillait une volontaire suisse de E-CHANGER, à un groupe dangereux. Le contexte était tellement explosif qu'il a fallu rapatrier immédiatement la coopérante. D'autres situations nous font cruellement souffrir, telles les assassinats répétés de dirigeants du Mouvement Sans Terre. À plusieurs reprises nous avons perdu des compagnons avec lesquels nous étions en train de travailler directement. Nous nous sentons aussi parfois frustrés dans le travail quotidien. Dans certains cas par exemple nous ne parvenons pas à établir une relation de confiance entre le partenaire et le coopér-acteur ou la coopér-actrice qui vient de Suisse. Ces situations ne représentent qu'un faible pourcentage et elles s'expliquent dans leur majorité par des difficultés d'insertion dans le contexte socio-culturel. Dans de telles circonstances, la coordination préfère protéger la relation avec l'organisation partenaire.

P : Dans le programme Brésil, les mouvements sociaux et les ONG qui les accompagnent, les conseillent et les appuient en tant que partenaires prépondérants de E-CHANGER jouent un rôle de premier plan. Comment êtes-vous parvenus à établir une confiance réelle avec ces mouvements, compte tenu de la distance et du caractère propre de chacun ?

R : L'une des caractéristiques du Programme Brésil, cohérente avec la Charte des principes de E-CHANGER, est la compréhension mutuelle et l'acceptation de l'unité dans la diversité. Notre position, c'est que la coopération est possible seulement lorsque les sociétés du Nord et du Sud dialoguent ouvertement. Nous partageons avec nos partenaires la conviction qu'un autre monde est possible et que nous devons tous ensemble aider à le construire. Le choix de E-CHANGER de donner la priorité aux relations de partenariat avec les mouvements sociaux nous rapproche considérablement des bénéficiaires de la coopération. Nous ne travaillons pas pour eux, nous travaillons AVEC eux. Ces organisations et mouvements naissent de coordinations de base, c'est-à-dire des exclus du monde rural et urbain eux-mêmes.

Les ONG sont très nombreuses en Suisse. Mais au cours de mes visites dans ce pays, j'ai senti qu'il leur manquait une forte articulation avec les mouvements sociaux, syndicaux et associatifs. Je crois que la Suisse pourrait tirer de nombreux enseignements des stratégies d'organisation et de lutte mises en œuvre non seulement au Brésil mais aussi dans toute l'Amérique latine. Pour moi, la condition sine qua non pour garantir la confiance entre tous les acteurs de la coopération solidaire est la communication permanente : mettre en commun ce qui se fait dans chacun des deux pays. Cela permettrait que les organisations du Nord et celles du Sud soient côte à côte dans un même processus et cherchent des solutions consensuelles aux éventuels problèmes communs, bénéficient des succès des uns et des autres et voient comme des victoires les effets multiplicateurs du travail des coopérants et les apprentissages qu'ils font jour après jour.

Rien n'est plus comme avant, quand la coopération prenait pour le Sud l'aspect d'un coffre-fort rempli de fonds à distribuer et quand la coopération voyait le Sud comme le destinataire ponctuel

d'une aide destinée à pallier sa « pauvreté ». Tout cela, c'est du passé, en tout cas au Brésil, grâce à cette stratégie spécifique qu'est l'échange de personnes. Aujourd'hui les responsabilités et les défis sont partagés. La transparence et la confiance favorisent sans aucun doute la maturation du processus et le partage. Loin de moi l'idée d'offrir une image idéalisée et de suggérer qu'il n'y a pas de problèmes. Il y en a, naturellement, et il y en aura toujours ! Mais on tente de les résoudre par le dialogue, en s'écoutant mutuellement et en respectant les particularités de chaque acteur.

SANS UNE INFORMATION ACTIVE AU NORD, LA COOPÉRATION SERAIT INCOMPLÈTE

P : Comment est perçu au Brésil le travail d'information et de sensibilisation qui se déroule en Suisse ?

R : Cette tâche constante et intense menée en Suisse est naturellement l'une des stratégies les plus importantes dans le cas d'un programme de coopération. Sans information en Suisse et dans le Nord sur la réalité des pays du Sud, sur le potentiel d'innovation et les propositions que leurs organisations sociales peuvent faire, nous serions dans le néant. La coopération se limiterait à un simple transfert vertical de savoirs, sans une véritable compréhension de la réalité globale. Je pense que la dynamique de la société civile brésilienne facilite grandement aussi bien notre travail que notre vision. Par exemple, le Forum Social Mondial est né de l'articulation de différents réseaux et mouvements sociaux brésiliens. Nous avons rapidement mesuré le rôle que pouvait jouer cet espace qui s'ouvrait et nous avons cherché à y relier notre travail de coopération. Nous avons alors décidé, avec E-CHANGER/Suisse, d'organiser la venue de délégations helvétiques. Elles permettraient d'une part que la Suisse soit présente aux Forums, mais seraient aussi l'occasion de faire comprendre d'une manière notablement plus profonde la réalité brésilienne et des pays du Sud et leur situation au sein d'un monde globalisé et complexe. Les délégations organisées depuis 2001 par E-CHANGER, ou co-organisées par E-CHANGER et Alliance Sud depuis 2004, ont permis la participation de nombreuses personnes aux diverses éditions du Forum Social Mondial (2001, 2002, 2003, 2005 à Porto Alegre et 2009 à Belém, dans l'état du Pará). Elles ont été un succès complet. En tout, plus de 200 personnalités de la sphère politique, de la société civile et de la presse helvétiques sont venues. Cela nous a donné l'occasion, à nous et à nos partenaires, de leur montrer le travail que nous réalisons. De larges secteurs de la société suisse ont été informés par leurs représentants politiques, syndicaux et sociaux et par la presse de ce que fait la coopération dans notre pays par le biais de l'échange de personnes. Une opportunité unique, essentielle.

Nous ne passerons pas davantage sous silence les séjours réguliers en Suisse de partenaires directs de E-CHANGER Brésil et leur impact dans les médias et auprès du public. Ceux, par exemple, des théologiens de la libération très connus Leonardo Boff et Frei Betto et du prix Nobel de la paix alternatif Chico Whitaker, l'un des fondateurs du Forum Social Mondial. Ou encore le séjour de dizaines de représentants des "sans terre", de l'UNIÃO, d'ONG brésiliennes amies qui depuis quinze ans parlent de leur vécu, témoignent de vive voix et participent à la formation en Suisse des futurs coopérants. Leur présence permet d'actualiser l'analyse de la conjoncture brésilienne et mondiale et de la coopération à partir du vécu d'une solidarité globalisée. Comme le dit notre ami Leonardo Boff : "Tout ce qui se passe sur notre planète nous intéresse et nous touche positivement ou négativement parce que nous vivons tous dans la même maison, La Terre Mère ». Ma réflexion finale, sur laquelle je veux insister, est la suivante : sans ce travail d'information et de sensibilisation, notre coopération, toute solidaire et horizontale qu'elle soit, serait incomplète.

***Sergio Ferrari**

Traduction Michèle Faure

Collaboration de presse UNITE, association suisse des ONG de la coopération par l'échange de personnes